



**Mission Permanente de la République de Guinée auprès
des Nations Unies**

**Déclaration de Madame Oumou DIALLO, Directrice
Générale de la Direction des Relations multilatérales du
Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine
et des Guinéens établis à l'Etranger**

Débat thématique sur les Armes nucléaires

**Première Commission, 80^{ème} session
ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (2025)**

New York, le 21 octobre 2025

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

1. Tout d'abord, je voudrais joindre ma voix à celles des délégations précédentes pour vous adresser mes vives félicitations, ainsi qu'à votre bureau, suite à votre élection à la présidence de la Première Commission. Je vous assure du soutien de la délégation guinéenne.

2. La République de Guinée s'associe aux déclarations prononcées par les distingués représentants du Nigeria et de l'Indonésie, respectivement au nom du Groupe Africain et du Mouvement des Non Alignés. Je souhaite formuler les observations suivantes à titre national.

Monsieur le Président,

3. La République de Guinée constate avec regret que la menace à la paix et la sécurité internationales s'accroît encore à un rythme plus inquiétant, marqué par une course effrénée à l'armement, à la modernisation des arsenaux nucléaires, y compris l'intégration de l'intelligence artificielle, et aux menaces de recours aux armes nucléaires.

4. Selon le rapport du Secrétaire général, en 2024, les dépenses militaires mondiales ont atteint un niveau record, marquant ainsi la dixième année consécutive de leur augmentation. Cet état de fait continue d'alimenter les tensions et instabilités, sapant ainsi les efforts du multilatéralisme et de la coopération entre les Etats dans le domaine du désarmement. Il compromet également les efforts de développement, notamment l'accélération de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

5. Dans ce contexte, la République de Guinée, attachée aux règles et principes de la Charte des Nations Unies et au droit international, plaide en faveur de l'élimination complète et totale des armes nucléaires, conformément aux obligations issues des instruments juridiques internationaux y afférents et aux engagements pris dans le Pacte pour l'avenir, notamment la mesure 25, concernant l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.

6. De notre point de vue, aucune Nation du monde ne peut mener la guerre nucléaire et en sortir victorieuse, d'où la nécessité du renforcement du multilatéralisme pour garantir la survie de notre humanité et de notre planète. A cet égard, nous réitérons que « la seule façon d'empêcher l'utilisation des armes nucléaires est de les éliminer ».

Monsieur le Président,

7. Ma délégation rappelle la pertinence du Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP) comme instrument fondamental et pierre angulaire de l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération. Face aux échecs successifs des Conférences pour l'examen du TNP, nous fondons l'espoir que la Conférence prévue en 2026 parviendra à adopter un document consensuel.

8. La République de Guinée reconnaît également le rôle central des zones exemptes d'armes nucléaires dans le renforcement du régime de non-prolifération, de la promotion de la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de la promotion du désarmement général et complet, favorisant la paix et la sécurité régionales et internationales.

9. A cet égard, la République de Guinée réitère son engagement au Traité de **Pelindaba** ou Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Nous invitons les autres régions, qui ne l'ont pas encore fait, à s'inscrire dans cette dynamique.

10. Par ailleurs, ma délégation voudrait souligner l'importance du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et appeler à son universalisation.

11. Tout en gardant à l'esprit l'importance du respect continu du droit inaliénable à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, nous voudrions

compter sur le rôle central de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour un soutien technique et une coopération en vue de profiter de l'utilisation de la science et de la technologie au service du développement socio-économique.

12. Pour conclure, **Monsieur le Président**, ma délégation croit fermement qu'ensemble, dans un cadre multilatéral ravivé, nous pouvons construire un monde plus sûr et plus pacifique, un monde sans armes nucléaires. Dans cette perspective, mon pays réaffirme son engagement à continuer à coopérer pleinement avec toutes les parties prenantes.

Je vous remercie.